

4 décembre 2005

Les Démocrates sont-ils contre la guerre ?

La présidence étasunienne est en difficulté au point que même certains élus démocrates et républicains la contestent ouvertement. L'enlèvement irakien et le quasi abandon de la Nouvelle-Orléans ont finalement fait tourner les sondages. Faut-il, cependant, se fier sur l'opposition officielle, les Démocrates, pour faire tourner les politiques guerrières et racistes ? On ne fera jamais l'économie d'objectifs claires et de mots d'ordre précis portés par une organisation qui compte d'abord sur la mobilisation.

Marc Bonhomme

A propos de la position de John P. Murtha

Gilbert Achcar et Stephen R. Shalom *

* Gilbert Achcar est l'auteur, entre autres, des ouvrages: Le Choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial, Ed. 10/18; L'Orient incandescent. L'islam, l'Afghanistan, la Palestine, Ed. Page deux. Stephen R. Shalom est l'auteur de Imperial Alibis, South End Press et Which Side Are You On? An Introduction to Politics, Longman.

Il y a beaucoup d'éléments qui peuvent être approuvés dans le récent discours du représentant John P. Murtha¹, démocrate de Pennsylvanie, sur l'Irak. Le faucon Murtha émettait depuis un certain temps des critiques sur la manière dont l'administration Bush menait la guerre. Mais, jusqu'à maintenant, sa position se résumait à réclamer l'envoi de plus de troupes. Le 17 novembre 2005, toutefois, il a reconnu courageusement que les troupes états-uniennes «ne peuvent pas, au plan militaire, accomplir plus en Irak. Il est temps de les ramener à la maison.»

Murtha a souligné, au même titre où le mouvement contre la guerre l'a sans cesse fait, que les troupes en Irak, au lieu d'accroître la stabilité, «sont devenues un catalyseur de la violence». Il faisait référence à l'aveu fait par le général George W. Casey, commandant la «force multinationale» en Irak au cours d'une audition devant la commission des affaires militaires du Sénat américain en septembre 2005, aveu selon lequel la présence «des forces de la coalition en tant que forces d'occupation» est «un des éléments qui nourrit l'insurrection».

Murtha fit remarquer qu'un récent sondage d'opinion indiquait que 80% des Irakiens voulaient que les Etats-Unis quittent le pays. Les résultats de ce

sondage – en fait, une enquête effectuée par le ministère britannique de la Défense en août 2005 – concordent avec ceux d'autres sondages antérieurs et de nombreux événements. Par exemple, le fait que nombre de listes lors des élections du 30 janvier 2005 – y compris celle de l'Entente nationale irakienne qui a gagné les élections – contenaient dans leur plate-forme électorale la revendication exigeant un calendrier fixant le départ des troupes d'occupation de l'Irak.

En février 2005, un sondage fait par les militaires américains aboutissait au résultat suivant: seulement 27% des personnes habitant les villes soutenaient la présence des troupes de la coalition; alors que 71% s'y opposaient. Une déclaration signée par 126 membres de l'Assemblée nationale irakienne, y compris une majorité des 140 élus de l'Entente nationale irakienne, exigeait «le départ des forces d'occupation». Enfin, il faut mentionner l'exigence, à maintes fois répétée, par le Comité pour la souveraineté nationale de l'Assemblée nationale irakienne, d'un calendrier pour le retrait des «troupes d'occupation».

Il n'existe aucune garantie à propos de ce qu'il pourrait advenir à l'occasion d'un retrait des troupes, mais Murtha note – comme le mouvement contre la guerre l'a fait depuis le début de l'occupation – que la présence américaine suscite un accord entre des forces irakiennes opposées et rend plus difficile le déroulement d'un processus pacifique. Par exemple, l'Association des lettrés musulmans, la plus importante des organisations sunnites qui a des liens avec la résistance armée, a sans cesse déclaré qu'elle appellerait à un arrêt de toutes les actions armées si les Etats-Unis et leurs alliés déclaraient l'adoption d'un calendrier pour leur départ.

Murtha a soumis une résolution à la Chambre des représentants demandant le redéploiement des troupes états-uniennes d'Irak. Que Murtha, un ancien combattant décoré du Vietnam et l'un des partisans les plus actifs des militaires au Congrès, ait adopté cette position sur la guerre constitue une des manifestations les plus éloquents de la dégradation de la situation pour le camp belliciste. Et plus grand sera le nombre des représentants qui rejoindront les 13 cosignataires de la résolution, mieux cela sera. En outre, on ne peut que sympathiser avec Murtha, ne serait-ce qu'en tenant compte des insultes que l'administration Bush et les idéologues de la droite dure au Congrès et dans les médias ont déversées sur lui.

Toutefois, le mouvement contre la guerre doit faire attention à ne pas mélanger sa position à celle de Murtha.

Lorsque Murtha écrit «redéployer» – en lieu et place de retirer – les troupes de l'Irak, il ne laisse aucun doute – au-delà de la rhétorique – qu'il ne désire pas réellement les voir rentrer aux Etats-Unis, mais rester au Moyen-Orient. Comme il l'a d'ailleurs déclaré à Anderson Cooper de la chaîne CNN: « Nous... avons unifié les Irakiens contre nous. Et, dès lors, je suis convaincu, qu'une fois [les troupes] redéployées au Koweït ou dans les régions avoisinantes, la situation

sera beaucoup plus sûre. Ils ne seront plus capables de s'unifier contre les Etats-Unis. Et alors, si nous devons y retourner, nous pourrions y aller.»

De plus, la résolution de Murtha demande aux Etats-Unis de créer... «une force de réaction rapide et une présence des troupes états-uniennes à une certaine distance» pour être «déployées dans la région».

Nous sommes en total désaccord avec cela. Le mouvement contre la guerre ne peut pas appuyer (avaliser) une intervention américaine dans le Moyen-Orient, que ce soit à distance ou non. Nous ne voulons pas que des troupes américaines restent dans la région et soient prêtes à retourner en Irak. Elles n'ont rien à y faire. Point à la ligne. Quelques-uns – bien que ce ne soit pas le cas de Murtha – suggèrent de garder des bases états-uniennes en Irak, proches des champs pétroliers ou du Kurdistan, afin d'intervenir, plus ou moins, selon le schéma mis en œuvre par les troupes américaines en Afghanistan.

Mais cela constitue une recette pour un désastre, dans la mesure où les Irakiens considéreront que les Etats-Unis envisagent une occupation permanente; or cela est une des principales causes stimulant l'insurrection. En outre, la construction de bases américaines au Kurdistan ne pourrait qu'accentuer les ressentiments ethniques déjà dangereux parmi les Irakiens.

Dans tous les cas, si les troupes américaines continuent à être utilisées en Irak – qu'elles soient déployées depuis des bases dans le pays ou depuis l'extérieur – elles provoqueront des morts de civils, suscitant de nouvelles violences. En ayant des troupes états-uniennes basées au Koweït ou dans un emplacement analogue, cela continuera à enflammer l'opposition des Irakiens qui sauront que leur souveraineté est encore sujette à un contrôle des Etats-Unis.

Pour ce qui a trait à l'effet du maintien de forces militaires états-uniennes ailleurs dans la région, dans un rayon plus large, il faut avoir à l'esprit que cette présence fut un facteur décisif qui conduisit au 11 septembre et qui a nourri le «terrorisme mondial» de la même façon où la présence militaire en Irak y «nourrit l'insurrection».

Murtha – nous devons l'avoir à l'esprit – n'est pas opposé aux desseins impériaux des Etats-Unis ou au militarisme américain. Il critique l'administration Bush parce que sa politique en Irak a conduit à des coupes dans le budget (non-irakien) de la défense, mettant en danger la capacité des Etats-Unis à maintenir leur «domination militaire».

La résolution de Murtha demande un redéploiement des forces militaires des Etats-Unis de l'Irak «à la date praticable la plus rapprochée», ce qui fait sens seulement si cela implique que le retrait commencerait immédiatement et serait mené à sa conclusion après les élections de décembre 2005; les détails devant être mis au point avec le gouvernement irakien élu. Toutefois, au cours de sa conférence de presse, Murtha a estimé que cela prendrait six mois pour mettre

en place le «redéploiement», ce qui semble constituer une période de temps plus étendue que «la date la plus rapprochée praticable».

(Pour rappel, les troupes américaines furent retirées du Vietnam en 90 jours, après la signature des Accords de paix de Paris.) Fixer une période aussi longue pour évacuer les troupes d'Irak est d'autant plus inquiétant que la décision de retrait n'est même pas prise en considération, jusqu'à présent, par l'administration Bush ou une majorité bipartisane (républicains et démocrates) au Congrès américain.

Des membres républicains du Congrès, par un stratagème transparent, ont présenté une résolution d'une phrase affirmant que le déploiement des troupes américaines en Irak devait se terminer immédiatement. Murtha a qualifié cela «de résolution ridicule», qu'aucun démocrate ne soutiendrait (lors de l'émission «Hardball with Chris Matthews », 18 novembre 2005). En fait, la résolution fut rejetée par tous les démocrates pro-guerre et la majorité des démocrates opposés à la guerre [403 voix contre 3], qui (comme les républicains l'espéraient) ne voulaient pas être accusés «de laisser tomber et de s'enfuir». Mais, en réalité, la résolution n'était pas du tout ridicule, si elle est interprétée dans le sens que nous venons d'explicitier.

Le mouvement anti-guerre devrait – et il ne fait pas de doute qu'il continuera implacablement à le faire – se battre pour un retrait des troupes états-uniennes et de leurs alliés, un retrait inconditionnel, immédiat et complet de l'Irak ainsi que de toute la région. Son slogan central: «Troupes dehors maintenant!» est tous les jours plus légitime. Il gagnera en actualité jusqu'à ce que la victoire sur les bellicistes soit obtenue. (trad. de l'anglais).

1. Le jeudi 17 novembre 2005, John P. Murtha – un ancien combattant du Vietnam – qui avait voté en faveur de la guerre en Irak a affirmé qu'après deux années de combat, qui ont abouti «à un cycle de violence qui avait empêché tout progrès vers la stabilité et un gouvernement autonome» (New-York Times, 18 novembre 2005), les troupes américaines devaient se retirer dans les six mois. La contre-attaque de Bush ne s'est pas fait attendre. Depuis la Corée du Sud, il a déclaré que John P. Murtha avait les positions de Michael Moore, le pamphlétaire et cinéaste qui a brocardé l'administration Bush (Ndlr).

La position du "redéploiement stratégique"
face aux partisans du "Out Now"

Gilbert Achcar et Stephen R. Shalom *

Quelles que soient les limites de l'appel du représentant démocrate de Pennsylvanie John P. Murtha à retirer les troupes US de l'Irak – limites déjà soulignées lors du précédent article – il faut souligner que pour la majorité des

démocrates et pour l'administration Bush, il a déjà été beaucoup trop loin. Néanmoins, il y a eu d'autres qui ont plaidé en faveur d'un redéploiement régional d'une partie des forces armées étatsuniennes basées en Irak.

En octobre 2005, Lawrence Korb et Brian Katulis, qui écrivaient pour le Center for American Progress – une organisation libérale (au sens anglo-saxon du terme) dirigée par l'ancien chef d'état major John Podesta – ont publié un rapport prônant ce qu'ils appelaient un "redéploiement stratégique". [Lawrence J. Korb and Brian Katulis, *Strategic Redeployment: A Progressive Plan for Iraq and the Struggle Against Violent Extremists*, Washington, DC: Center for American Progress, October 2005.]

Comme Murtha, Korb et Katulis (qui ont servi respectivement dans les administrations de Reagan et de Clinton, font des observations éloquentes. Ils notent par exemple:

"La plupart des Irakiens ne veulent pas que nous soyons là-bas, et ils ne sentent pas que notre présence leur apporte une sécurité. Selon un sondage parmi les citoyens Irakiens, sondage placé sous le patronage du gouvernement américain plus tôt cette année, la moitié de la population dit soutenir les attaques des insurgés contre les forces de la coalition, et une majorité dit se sentir moins en sécurité lorsque des troupes étrangères patrouillent dans leur voisinage."

Néanmoins, ils concluent à la nécessité d'un "redéploiement stratégique", et ils rejettent explicitement "les appels à retirer immédiatement et complètement les troupes". Selon leur proposition, durant l'année 2006, 46'000 Gardes nationaux et réservistes rentreraient aux Etats-Unis, 20'000 troupes seraient envoyées ailleurs (18'000 en Afghanistan, 1'000 au Sud-est Asiatique et 1'000 en Afrique), et 14'000 seraient stationnées au Koweït et au large du Golfe Persique. Les 60'000 militaires restant en Irak seraient redéployés à l'écart des régions urbaines pour diminuer l'embrassement de l'opinion irakienne. A la fin 2007, la plupart de ces troupes seraient retirées (sans mention de leur destination), ne laissant sur place que des "unités antiterroristes".

"La présence de ces unités ainsi que les forces au Koweït et au large du Golfe persique devraient suffire pour mener des frappes coordonnées avec les forces Irakiennes, contre d'éventuels camps ou enclaves terroristes qui pourraient apparaître, et gérer tout menace extérieure majeure à l'Irak".

Certains analystes (dont par exemple Fred Kaplan du magazine Slate) ont suggéré que Murtha aurait repris le projet de Korb et de Katulis, même si le retrait qu'il propose se ferait plus rapidement et concerne l'ensemble des forces restant en Irak.

Nous avons déjà donné dans notre premier article les raisons pour lesquelles nous pensons que le mouvement anti-guerre devrait éviter de confondre la position de Murtha avec ses propres positions. Nous pensons que ces mêmes arguments sont encore plus valables en ce qui concerne la position de Korb et Katulis. Ces derniers indiquent, avec bon sens, que pour augmenter la sécurité

des Etats-Unis, le président Bush devrait annoncer que les Etats-Unis "ne vont pas construire des bases militaires permanentes en Irak, pour contredire les arguments mis en avant par les insurgés Irakiens pour recruter des militants". Mais où va-t-on loger les unités anti-terroristes en Irak sinon dans de telles bases?

Quoi qu'il en soit, il ne suffirait pas de désavouer des projets de bases militaires, il faudrait également désavouer les plans pour contrôler le pétrole irakien, plans qui continuent à faire leur chemin. [Voir Greg Muttitt, *Crude Designs: The Rip-Off of Iraq's Oil Wealth*, London: PLATFORM with Global Policy Forum, Institute for Policy Studies [New Internationalism Project], New Economics Foundation, Oil Change International and War on Want, November 2005.]

En outre, un échéancier sur deux ans est inacceptable. Comme nous l'avons déjà indiqué, deux à trois mois suffisent amplement pour retirer toutes les troupes étatsuniennes, pour autant que ce soit effectivement ce qui est recherché. Des "échéanciers" sur des périodes prolongées n'ont de sens que si on cherche à assurer une prolongation de la domination sur la politique et les ressources Irakiennes avant de partir. Dans le *Washington Post* du 26 novembre, Joseph E. Biden, sénateur du Delaware, démocrate de premier rang siégeant au Comité des relations étrangères du Sénat et aspirant à candidat présidentiel, a écrit un article intitulé: "Il est temps de fixer un échéancier en Irak". Biden y déclare qu'en 2006, les troupes étatsuniennes: "commenceront à partir massivement. A la fin de l'année, nous aurons redéployé environ 50'000. En 2007, une partie significative des 100'000 militaires restants suivront. Une petite force restera sur place - soit en Irak, soit dans une région proche de la frontière - pour frapper toute concentration de terroristes".

Les termes utilisés par Biden sont intéressants - il ne demande pas vraiment un tel retrait, mais le prédit plutôt. Cette prédiction semble être fondée sur le fait que par un vote de 79 contre 19, et passant outre les objections de la Maison Blanche, le Sénat a adopté un amendement exigeant que le Président fournisse des rapports tous les 3 mois sur la situation politique et sur les opérations militaires en Irak. Ce vote a eu lieu après que le Sénat a rejeté un amendement défendu par les Démocrates demandant au Président de préparer un échéancier pour le retrait de l'Irak. Mais, étant donné que l'amendement qui a été voté n'a pas de force de loi, on voit mal en quoi il prédit quoi que ce soit.

Néanmoins, le commentaire de Biden est cohérent avec diverses rumeurs venant de l'administration Bush elle-même. Il est évident que les républicains n'ont pas envie d'arriver aux élections 2006 et encore moins à celles de 2008, en affichant une occupation d'Irak de plus en plus impopulaire et apparemment sans fin. En partie, cela les pousse à faire des commentaires optimistes sur le délai qui s'écoulera avant que Washington puisse réduire le nombre de troupes en Irak (en passant comme chat sur braise sur le fait que plusieurs milliers de troupes

ont été envoyées avant le référendum irakien du 15 octobre, ce qui fait qu'un renvoi de ces dernières ne constituerait aucun progrès).

Pendant la guerre au Vietnam il y eut de nombreuses prédictions optimistes concernant la date du retour à la maison des troupes. Celles-ci ont été sans cesse contredites lorsque le président envoyait de nouvelles troupes et que la situation se détériorait encore davantage. Et nous avons entendu des commentaires optimistes analogues de la part de l'administration Bush depuis plus de deux ans. Par exemple, le 19 octobre 2003, le Washington Post rapportait en première page:

"Il y a actuellement 130'000 militaires en Irak. Le projet pour diminuer ce nombre est déjà bien avancé... et a été décrit par le secrétaire à la défense Donald H. Rumsfeld, même s'il n'a pas encore reçu son aval. Les officiers concernés par ce projet disent qu'il prévoit de commencer le retrait des forces au printemps prochain, en réduisant leur nombre à moins de 100'000 d'ici l'été prochain, puis à 50'000 au milieu de 2005."

Il est vrai que l'Irak n'était pas encore devenu le boulet politique qu'il est devenu depuis lors. Nous ne devrions donc pas exclure un réel changement de politique. Il est clair que l'administration Bush est revenue sur les objectifs grandioses qu'elle avait envisagés en Irak. Toutefois, il est peu vraisemblable qu'elle choisira de retirer les forces sans s'assurer l'objectif le plus essentiel: à savoir la domination des ressources pétrolières de la région, à moins, bien entendu, que sa position devienne intenable. Il est possible que les Etats-Unis se retirent avec une stratégie visant à remplacer leurs troupes avec de l'aviation, en espérant que la diminution des pertes américaines rendra la guerre plus supportable aux yeux de la population étatsunienne.

A la fin du mois d'août, le dirigeant des forces de l'aviation a déclaré au quotidien New York Times qu'après un retrait des troupes d'infanterie "nous continuerons avec une présence en rotation dans la région de manière plus ou moins indéfinie." Et il ajoutait: "Nous avons des intérêts dans cette partie du monde..." (Eric Schmitt, "U.S. General Says Iraqis Will Need Longtime Support From Air Force," 30 août 2005).

Pour défendre ces intérêts, Washington est en train de rééquiper 16 bases différentes au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Ouest (New York Times, 18 septembre 2005). Dans son article du 5 décembre 2005, dans le New Yorker, Seymour Hersh écrit que des projets sont en préparation précisément pour remplacer des troupes d'infanterie étatsuniennes en Irak par des avions de combat. Selon lui, certains chefs du Pentagone sont inquiets des conséquences que pourrait avoir le fait que les Irakiens devraient signaler des cibles pour les bombardiers américains. Néanmoins, indépendamment de savoir qui désignera les cibles, le phosphore blanc, les bombes à fragmentation et celles de 500 livres ne vont pas résoudre le problème de l'insurrection. Bien au contraire, ils vont générer encore plus de recrues pour l'insurrection et pour le terrorisme.

Pour le mouvement anti-guerre, il est très important d'insister sur le retrait complet des forces étatsuniennes et de la coalition de l'Irak et de toute la région. Le fait de conserver quelques forces - qu'il s'agisse des unités contre-insurrectionnelles prêtes à intervenir ou de l'aviation pour raser de nouvelles villes irakiennes - cela constituera une violation de la souveraineté irakienne, et continuera à nourrir l'insurrection et la haine. Et le mouvement anti-guerre doit également insister sur un retrait immédiat parce que l'administration Bush elle-même parlera bientôt de retraits dans un certain avenir - en fait, elle le fait déjà.

Nous ne devrions pas oublier que le fait que le mouvement anti-guerre met en avant le mot d'ordre "Out Now" ne signifie pas que les forces américaines vont quitter l'Irak du jour au lendemain. Pendant la guerre au Vietnam, un mouvement beaucoup plus puissant que tout ce qu'on a vu aux Etats-Unis au cours de ces dernières décades, exigeait que les troupes US sortent immédiatement. Mais cela n'a pas conduit à un retrait "précipité", même lorsque l'élite américaine au pouvoir a abouti à la conclusion qu'il fallait terminer cette guerre. C'est plutôt un retrait progressif qui a eu lieu, et qui n'a été complété qu'après la conclusion des Accords de Paris avec les trois principales parties Vietnamiennes concernées. Il n'en reste pas moins que la pression du mouvement contre la guerre aux Etats-Unis a été décisive pour pousser Washington à opter pour ce retrait.

L'exigence du "Out Now" ne concerne donc pas les détails logistiques du retrait, mais plutôt la question de comment contrer de la manière la plus efficace les buts impérieux de Washington. "Out Now" est un mot d'ordre autour duquel il est possible de construire une large coalition de forces, s'étendant de ceux qui ne soucient que de "nos boys" jusqu'à ceux qui sont motivés par la liberté du peuple irakien. Une quelconque dilution du genre "stratégie de départ responsable" - outre le fait qu'il serait très difficile de s'entendre sur ce que devraient être les "conditions" de retrait - ne ferait que fournir à l'administration Bush et aux démocrates favorables à la poursuite de la guerre, un argument pour justifier une présence prolongée des troupes américaines.

Nous ne demandons pas un retrait où l'on laisserait tout tomber pour fuir, abandonnant l'Irak à son sort (c'est ce qu'on trouve dans la rhétorique nationaliste "égoïste" de la droite isolationniste). Au vu de ce que les Etats-Unis ont fait et font encore en Irak, en bouleversant tragiquement la situation dans ce pays, nous sommes parfaitement conscients qu'un départ précipité des troupes étatsuniennes du pays, par exemple dans un délai de 48 heures et sans avertissement préalable, pourrait effectivement créer une situation dangereusement chaotique. Mais ce n'est pas ce que nous demandons. La revendication d'un retrait immédiat des troupes est d'abord l'exigence d'une décision politique immédiate. Une fois cette décision politique prise et annoncée publiquement, il deviendra possible, voire indispensable, de préparer les meilleures conditions pour l'exécution de cette décision dans les délais les plus courts possibles, tout en commençant immédiatement le rapatriement des

troupes. Il est clair que les modalités destinées à compléter ce retrait sans nuire au peuple irakien doivent être élaborées avec les élus qui les représentent.

Si Washington s'exprimait clairement pour un retrait complet des troupes sur un délai de quelques semaines ou de quelques mois, ceci fournirait une puissante motivation pour que les Irakiens trouvent un accord entre eux sur la manière de gérer ensemble leur pays dans la paix et pour commencer à concentrer leurs efforts sur l'énorme tâche de reconstruction. Le consensus atteint lors de la récente conférence au Caire est un pas important dans cette direction, et prouve que c'est parfaitement possible - en fait beaucoup plus facile - de trouver de tels accords si les représentants des Etats-Unis ne sont pas constamment en train de s'en mêler et d'intervenir dans les décisions.

Enfin, ceux qui accusent le mouvement anti-guerre de vouloir un départ précipité et qui font semblant d'avoir à cœur les intérêts des Irakiens - alors que la plupart d'entre eux se soucient davantage des intérêts impériaux des Etats-Unis - feraient mieux de demander que Washington respecte la souveraineté irakienne sur les ressources naturelles du pays et sur le projet de reconstruction.

En ce qui nous concerne, nous pensons que le gouvernement américain a une obligation morale de payer des réparations au peuple irakien pour toutes les souffrances subies suite aux politiques étatsuniennes criminelles - depuis la destruction délibérée des infrastructures d'Irak lors de la guerre de 1991 jusqu'à la dévastation provoquée par l'actuelle invasion et occupation, en passant par le feu vert donné au régime de S. Hussein pour écraser les insurrections de masse de mars 1991, et, surtout, l'embargo meurtrier infligé à la population Irakienne entre 1991 et 2003.

Le retrait des forces étatsuniennes et de la coalition, la fin de la domination économique et le paiement de réparations: voilà comment on peut réellement servir le principe de justice tout en servant les intérêts du peuple d'Irak et de la population américaine.

Source : tiré de À l'encontre, <http://www.alencontre.org/>. Publié d'abord en anglais sur Znet